



BREXIT



Publié le 28 juin 2016

A l'issue d'une campagne intense le peuple britannique a donc décidé de quitter l'Union Européenne et de retrouver sa souveraineté. C'est un événement de première importance qui porte les enjeux politiques des mois à venir vers une nouvelle configuration.

Le MS21 tient tout d'abord à saluer les dirigeants du Royaume Uni pour avoir organisé cette grande consultation démocratique - même si on peut regretter les outrances et les violences verbales de la campagne. Combien de chefs d'Etats de l'UE, et de dirigeants de la Commission européenne, considèrent en effet qu'il est pour le moins imprudent et à coup sûr totalement inopportun de consulter le peuple sur une question sensible qui perturbe les clivages traditionnels du champ politique et risque de contrevenir aux objectifs des classes dirigeantes européennes voire mondiales. Ensuite, même si on ne peut préjuger de l'utilisation que fera le gouvernement britannique de son indépendance recouvrée, nous affirmons sans restriction que nous nous réjouissons de ce résultat. La raison principale en est simple et bien connue : cette Union Européenne n'est en rien le cadre institutionnel d'une coopération entre les peuples ; elle n'est qu'un pilier de l'ordre néo-libéral mondialisé dont le but reste la concurrence des

modèles sociaux et l'affaiblissement du salariat. Si en sortir n'est certes pas une condition suffisante à l'amélioration de la condition des classes populaires, nous considérons au MS21, que cela en est une condition absolument nécessaire.

Un résultat révélateur

Par de nombreux aspects, le résultat de cette élection est révélateur d'une nouvelle prise de conscience, pour une partie importante de la population, des véritables enjeux de la période. Elle concerne d'abord ceux qui, en majorité dans la gauche traditionnelle, ont cru un temps à la potentialité progressiste de l'UE. Celle-ci devait nous assurer la paix, la mise en commun de nos cultures, de nos savoirs, de notre recherche, et permettre par la libre circulation des marchandises et des personnes, l'avènement d'une société fraternelle. Mais bientôt soixante ans après le traité de Rome et 43 ans après l'intégration du Royaume uni dans l'UE, les ouvriers du Nord de l'Angleterre, les chômeurs, les salariés précarisés ont dû se rendre à l'évidence et désavouer massivement Jeremy Corbyn le leader travailliste qui a fait campagne - d'ailleurs bien timidement - contre le Brexit; tous ces grands principes n'ont été que l'habillage trompeur d'une agression sans précédent sur les services publics de l'après-guerre, et la mise en place d'une financiarisation sans entraves dont la City - où on se désole certainement de ce résultat- est devenue l'emblème.

Ensuite ce résultat doit ouvrir les yeux aux catastrophistes de tout poil et leur montrer que leur stratégie de peur et d'intimidation est vaine. Depuis quelques heures le Royaume Uni n'est virtuellement plus dans l'UE et le soleil s'est tout de même levé ! Aucune météorite n'est tombée sur Big Ben ! Aucun fléau n'a frappé la famille royale ! Ce pays va continuer à commercer avec ses voisins, à réguler son immigration et conduire sa monnaie selon ses propres critères. Il le fera peut-être sous l'égide des travaillistes en se préoccupant des plus démunis ou peut-être - dans la tradition thatcherienne - en ne se souciant que de l'intérêt des dominants. Mais le voilà, dans tous les cas, libéré de cette insupportable tutelle technocratique et anti-démocratique de l'oligarchie européenne.

Enfin, ce résultat révèle que le terrain de la souveraineté ne doit pas être abandonné à l'extrême droite. Car, nous le savons, il existe de très mauvaises raisons pour contester la mainmise de l'UE. On les a retrouvées bien sûr en Angleterre dans le parti UKIP de Nigel Farage qui attise, sur fond de conservatisme le plus étroit, les peurs fantasmagoriques et la xénophobie débridée, mais elles sont relayées par de nombreux responsables politiques européens, du Hongrois Viktor Orban, à Marine Le Pen en passant par des élus néerlandais, polonais, italiens, danois... Désertir le champ idéologique et politique de la souveraineté des nations - comme l'ont fait tristement en France le PS mais aussi le PC - est donc doublement coupable : c'est à la fois mépriser les peuples et leurs souffrances et laisser prospérer les populismes réactionnaires et parfois fascisants qui utilisent les frustrations populaires dans l'unique but de conquérir le pouvoir.

Et maintenant...

Ne rêvons pas. Les libéraux de Bruxelles - avec J C Juncker à leur tête qui disait encore récemment «Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités » - vont accentuer la pression sur les peuples de l'UE en les soumettant à une cure d'austérité de plus en plus sévère, comme ils l'ont déjà fait avec la Grèce où sévit une véritable crise humanitaire. La loi «Travail » imposée en France de façon autoritaire et antisyndicale en est malheureusement un signe annonciateur. Le fédéralisme européen va se présenter comme l'unique alternative à la déroute amorcée et, avec lui, le carcan monétaire de l'euro et celui militaire de l'OTAN, vont parachever de mettre les pays sous tutelle en les soumettant à des accords de libre-échange - comme le TAFTA - de plus en plus destructeurs.

Tous les citoyens français sont donc devant l'alternative suivante: être complices passifs et désabusés de cette dérive anti-démocratique au seul profit des marchés financiers ou amorcer,

à l'instar du peuple britannique, un vaste mouvement progressiste dans l'intérêt des classes populaires et dans le cadre d'une nation souveraine. Le MS21 a choisi son camp : il s'engagera résolument auprès d'autres organisations politiques pour retrouver la dynamique victorieuse de 2005 et réclamer un référendum sur la question du maintien de la France dans l'UE.

Car, après le Brexit, il est temps que sonne rapidement l'heure du « FREXIT »!